

## **Attac apporte son soutien aux personnels des hôpitaux publics**

### **Déclaration du Bureau d'Attac**

Alors que le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance-maladie s'apprête à remettre son rapport, le combat des personnels hospitaliers pour la défense de l'hôpital public s'inscrit dans le combat auquel participe Attac pour l'égalité d'accès aux soins et contre la marchandisation de la santé.

Les syndicats hospitaliers des personnels (CGT, FO, SUD, CFTC) et des médecins hospitaliers (CHG, CMH, INPH, SNAM/HP) ont décidé d'une journée d'action commune le 22 janvier contre le texte de loi de " la nouvelle gouvernance ", issu du plan Hôpital 2007. Il s'agit en fait de nouvelles modalités de gestion libérale des hôpitaux qui vont encore aggraver la situation.

Ce plan comprend les mesures suivantes :

- " La relance sans précédent de l'investissement " : en réalité, elle profitera essentiellement au secteur privé alors que de nombreux établissements publics ne bénéficieront d'aucun crédit, accélérant ainsi les restructurations et les fermetures des plus petits établissements, dits " de proximité ". Ainsi dans la loi de finances 2004, près de 78 % des crédits destinés aux plans régionaux d'investissements hospitaliers concernent le secteur privé.

- " La tarification à l'activité " : cette mesure ignore la composition sociale des populations ayant besoin de soins. Elle permettra à terme aux cliniques privées de choisir leurs malades (les plus riches) et entraînera de fait pour les hôpitaux, qui récupéreront les pathologies les plus lourdes, des difficultés financières aboutissant pour certains à leur fermeture.

- " L'organisation sanitaire simplifiée déconcentrée et renouvelée " : elle donne en réalité des pouvoirs sans contrôle aux directeurs d'agences régionales de santé.

Même si le gouvernement est obligé de reconnaître l'état de délabrement de l'hôpital (résultat des politiques passées), les mesures qu'il propose ne visent qu'à transférer les activités rentables aux groupes de l'hospitalisation privée, accompagnées de juteuses subventions publiques. Les mesures dites de " modernisation de la gestion interne des hôpitaux publics " comprennent la " contractualisation " et la " nouvelle gouvernance ". La contractualisation au sein des groupements de coopération sanitaire est une machine de guerre contre le statut des personnels ; alors que " la nouvelle gouvernance " entraînera une diminution de la place de la communauté médicale dans les processus de décision.

Attac appelle donc à la mobilisation le 22 janvier.

Paris, le 20 janvier 2004.